



**Evaluations d'école et d'établissement :
vœu intersyndical CSA du 07/11/23 adressé au DASEN du Val d'Oise**

Les organisations syndicales membres du CSA D du Val d'Oise FSU, FNEC FP FO, UNSA Education et CGT Educ'Action considèrent que les évaluations d'école et d'établissement s'articulent avec les projets du Président Macron dans le cadre de la mise en place du nouveau management dans l'éducation nationale.

Ces évaluations d'école et d'établissement dégradent les conditions de travail des personnels dans le département (surcharge de travail, pilotage par les résultats et risque de mise en concurrence des écoles, collèges et lycées et des personnels entre eux).

Les organisations syndicales alertent sur les risques psycho-sociaux que peuvent entraîner ces évaluations et demandent leur abandon.

Elles alertent également sur l'état d'esprit des personnels, qui n'en peuvent plus des dispositifs divers et variés que l'on tente de leur imposer et qui souhaitent simplement faire leur travail dans les meilleures conditions possibles.

Aussi, elles vous demandent d'entendre les inquiétudes et craintes des personnels, dont le temps de travail explose. Les évaluations d'écoles constituent un travail supplémentaire extrêmement chronophage alors que le quotidien dans les écoles est déjà épuisant. Ces évaluations apparaissent, pour la majorité de la profession, sans aucune utilité ni pour l'amélioration des conditions de travail ni pour l'amélioration des conditions d'apprentissage des élèves.

A l'opposé de cette logique managériale, c'est de temps, dont les équipes ont besoin, pour la réécriture du projet d'école. Le constat de rentrée fait état d'une dégradation des conditions de travail. Le manque de moyens, en particulier liés à l'inclusion, alimente déjà des situations de tension dans les écoles. Les organisations syndicales vous demandent de ne pas ajouter de pressions sur les personnels ; pressions qui contribueraient à dégrader le fonctionnement de l'école et nuiraient aux personnels comme aux élèves.

C'est pourquoi les organisations syndicales demandent que toutes les écoles et collègues qui le souhaitent puissent être retirées du dispositif.